

*Initiatives ministérielles*

Notre parti, et je suis fier de le dire, s'est toujours opposé au plafonnement du RAPC. Nous sommes contre les mesures que les conservateurs utilisent pour faire payer la dette nationale et les réductions du déficit fédéral aux dépens des pauvres du Canada et, en l'occurrence, les pauvres des provinces dont j'ai parlé.

Je me réjouis de voir qu'un si grand nombre de députés de ce côté-ci de la Chambre sont intervenus pour exprimer leur opposition au projet de loi. Je pense, madame la Présidente, que vous allez bientôt entendre une collègue de Sudbury qui en fera autant. À titre d'Albertain et de Canadien de l'Ouest, je trouve déplorable qu'un gouvernement présente une mesure qui causera beaucoup de tort à, dans ces trois provinces, des concitoyens qui ont du mal à joindre les deux bouts à la fin du mois.

Je vous ferai remarquer, madame la Présidente, que cette mesure est une parodie de l'engagement que le premier ministre avait pris lors des élections de 1984 en affirmant que les programmes sociaux constituaient un «dépôt sacré». Elle fait table rase du principe d'universalité. Elle pourrait très bien sonner le glas—le mot est peut-être trop fort—de l'assurance-maladie comme le prétendent certains experts de la santé. Les groupes de lutte contre la pauvreté ont dit que les pauvres deviendraient sans défense. Le Conseil national des autochtones du Canada a dit de ce projet de loi et de celui qui l'avait précédé, le C-69, qu'ils constituaient «un désastre national pour des gens qui vivent déjà dans des conditions comparables à celles du tiers monde».

Ce projet de loi est inacceptable pour mon parti et, je crois, pour la vaste majorité des Canadiens et certes des habitants des trois provinces concernées.

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Madame la Présidente, j'interviens aujourd'hui pour traiter du projet de loi C-32 visant à plafonner les dépenses relatives au RAPC. Essentiellement, le RAPC, ou Régime d'assistance publique du Canada, c'est la loi en vertu de laquelle le gouvernement verse aux provinces des subventions ou une somme équivalant aux crédits investis par les provinces, afin de soutenir un certain nombre de mesures d'aide sociale et de programmes sociaux établis surtout à l'intention des personnes âgées, des enfants, des femmes et de tous ceux qui ont eu le malheur de perdre leur emploi, qui ne touchent plus de prestations d'assurance-chômage et qui ont désespérément besoin d'aide sociale. Naturellement, il existe une loi qui précise que, lorsque les gens

sont admissibles aux programmes d'aide municipaux, les municipalités doivent s'en occuper.

Comme vous le savez, cet état de choses ajoute énormément au fardeau des municipalités qui doivent alors augmenter leurs taxes foncières. Dans ma localité et dans bien d'autres ailleurs en Ontario, l'impôt foncier est déjà très élevé. On saigne les gens à blanc et cela continue.

Permettez-moi d'ajouter un commentaire. Cela me paraît bien étrange d'intervenir à la Chambre, de parler essentiellement au nom des Ontariens, de les défendre, eux et leur gouvernement néo-démocrate, de reconnaître que le gouvernement ontarien est aux prises avec un énorme déficit et que cette mesure aggravera certainement la situation, et je me demande pourquoi aucun de mes collègues néo-démocrates ne s'est levé récemment à la Chambre pour prononcer un discours à ce sujet. Cela me semble extrêmement bizarre que je doive, moi, une députée libérale, défendre la position du gouvernement néo-démocrate de Bob Rae, en Ontario, quand je sais qu'il a de nombreux collègues ici qui n'ont pas l'air de vouloir intervenir.

Néanmoins, cette question me préoccupe énormément. Quelqu'un doit, à mon avis, intervenir pour plaider la cause de ceux qui ont bien dû mal à se défendre à l'intérieur de notre régime social.

Je n'ai rien contre la réduction du déficit et le contrôle des dépenses. Ce sont là des initiatives très louables, mais je me demande souvent comment un gouvernement peut, d'une part, annoncer qu'il résorbera le déficit, en en faisant porter le fardeau aux démunis et, d'autre part, trouver de l'argent pour financer de nombreux projets intéressants ou intéressants ses bons copains. Le gouvernement a tout l'argent qu'il lui faut pour acheter du matériel et du logiciel informatiques. Nous avons eu vent l'autre jour d'un achat aux Affaires étrangères qui devait coûter à l'origine 28 millions de dollars, mais qui coûtera en fait 148 millions de dollars. Le gouvernement conservateur a trouvé les fonds nécessaires. Et il trouvera toujours, j'en suis sûre, l'argent nécessaire pour financer de nombreux autres projets qui plaisent à ses amis.

• (1610)

Je suis surprise de voir que, soudainement, le gouvernement n'a pas d'argent pour les provinces qui semblent riches, bien que je doute qu'elles le soient encore aujourd'hui, car beaucoup d'emplois sont disparus pour fort longtemps dans le secteur industriel en Ontario.